III. - Recherche d'une autre forme de parti politique - Rapports avec les communistes.

Ce qui vient d'être dit manifestait déjà clairement combien notre recherche à la fois nous conduisait à des actions communes avec le PCF, mais parallèlement à la constitution d'une organisation politique nouvelle par rapport à celles de la « gauche » ancienne, communiste et socialiste (mais la SFIO était totalement absente de toutes les luttes que nous menions. Je ne rencontrerai des membres de la SFIO qu'en 1958, au contact de Michel Rocard, alors Secrétaire National des étudiants SFIO, et un peu plus tard, des élus SFIO de Lyon lorsqu'ils constituèrent le Parti Socialiste Autonome, PSA). Cette recherche était au cœur du premier Mouvement auquel j'avais adhéré en 1954, le Mouvement de Libération du Peuple, MLP. Je me suis exprimé sur ce point dans une interview au responsable de l'ITS, consultable sur le site de celui-ci. Il fut très vite clair que construire un parti révolutionnaire de type nouveau signifiait bien sûr s'unir dans la lutte contre le capitalisme dominant sous toutes ses formes, mais parallèlement se différencier de, et entrer éventuellement en conflit avec d'abord le parti communiste, ensuite, étant donné la structure idéologique de notre pays, avec la structure ecclésiale et l'idéologie catholiques.

J'avais été très proche des militants communistes lors de mon entrée à l'Université, il n'y avait alors que des chrétiens et des communistes sur les terrains de lutte syndicale et politique, et certains travaillaient toujours ensemble, le PCF était « le Parti ». Je m'en étais rapproché aussi lors de mon voyage en URSS en 1952, et bien prêt d'y adhérer. Et puis nous étions souvent proche de l'Union des Étudiants Communistes (UEC), souvent marginalisée voire dissoute par la direction du parti à cause de ses positions critiques de la politique communiste. Mais à partir de 1954 et surtout de 1956, après ma rencontre avec les militants du MLP, je m'en étais éloigné, à la fois pour des raisons politiques objectives et religieuses, beaucoup plus subjectives.

Nous étions en contact fréquent avec le PCF, qui était contraint de travailler avec nous, car nous étions souvent ses seuls partenaires politiques possibles, mais qui ne nous ménageaient pas ses attaques dès que nous manifestions notre volonté d'indépendance (Voir par exemple l'article de Jean Coin, alors Secrétaire Fédéral du Rhône, sur *La République, le Patriote* et *les Allobroges* du 13 février 1957, « *Le MLP et le socialisme clérical* »).

Le premier sujet de discorde fut la guerre d'Algérie. Tant que nous ne parlions que de la guerre, cela passait encore (mais les communistes avaient voté pour le gouvernement socialiste qui avait décidé d'envoyer le contingent en Algérie), mais il n'était question ni des tortures, ni de l'insoumission, encore moins de l'indépendance de l'Algérie qui faisait partie de notre programme politique. Je me souviens du vif mécontentement des communistes lorsque, dans un meeting à la Bourse du Travail, j'avais fait la louange d'Henri Martin, un marin militaire militant communiste qui s'était opposé à la guerre d'Indochine et fut condamné pour «sabotage » d'une entreprise militaire. Les communistes ne voulaient que des actions menées par le Mouvement de la Paix, tandis que nous formions des Comités d'action qui rassemblaient jusqu'à une quarantaine de syndicats, clubs, et associations diverses.

Il faut aussi se rappeler que cette critique du Mouvement de la Paix était en 1957 mal reçue par beaucoup de militants du MLP qui travaillaient dans leur syndicat avec les communistes, et ce rapport, approuvé par le Comité National, a été une première dans le Mouvement.

Nous étions aussi opposés dans notre antigaullisme, car les communistes certes critiquaient De Gaulle mais en même temps ne le combattaient pas vraiment, De Gaulle était favorable à des accords avec l'Union Soviétique, et donc il se dissociait de l'impérialisme américain.

J'évoquerai d'abord notre analyse du Mouvement de la Paix, puis notre différence avec le PCF lors du Mouvement de 1968.

J.G., 8 janvier 2019

III.1 - Le MLP, les communistes et le Mouvement de la Paix (02-1957) - La dégradation du Mouvement de la Paix.

Nous avions déjà déploré depuis longtemps l'action insuffisante du Mouvement de la Paix contre la guerre d'Algérie. Il est encore plus clair que le Mouvement de la Paix ne s'est pas révélé capable de mobiliser largement l'opinion contre la guerre en Egypte et les réactions de contentement et d'orgueil national qui se sont manifestées partout lors de l'arrestation de Ben-Bella, les sentiments d'arabophobie et de nasserophobie qui se sont développées après la nationalisation du Canal de Suez, le sentiment de triomphe à l'annonce des premiers succès des parachutistes en Egypte : tout cela montre la très faible emprise qu'avait sur les masses le Mouvement de la Paix, à un moment où son action aurait dû être décisive. Pourquoi cela ? Il est certain qu'une des causes profondes de ces réactions réside dans le fait que notre peuple a un besoin traditionnel d'indépendance et de grandeur nationales (cf. Démocraties Populaires) ; or, tous les Gouvernements qui se sont succédé depuis 1947 ont rabaissé peu à peu le prestige de notre pays auquel Guy Mollet donne en ce moment le coup de grâce, et a vendu notre indépendance. Cette politique réactionnaire, déclin international de notre pays, font que le peuple se jette aveuglément sur n'importe quel évènement qui semble manifester un certain prestige de la France, comme l'intervention militaire à Suez. Mais cette explication repose la question essentielle : pourquoi le Mouvement de la Paix n'a-t-il pas été capable de canaliser dans une politique de véritable grandeur toutes ces aspirations populaires 7

La raison en est que, depuis le 2 Janvier, le Parti Communiste n'a rien voulu faire, à travers le Mouvement de la Paix, qui puisse gêner la S.F.I.O. et le couper des radicaux, au nom de cette fausse conception de l'unité de la classe ouvrière comme unité des oommunistes et des Sociaux-démocrates, tous les autres étant comptés pour rien. La vérité est que le P.C., par son vote des pouvoirs spéciaux, a totalement paralysé toute action du Mouvement de la Paix, sur l'Algérie ; cela a fait que toutes les forces vives se sont portées vers d'autres formes d'action, d'autres organisations (Comités de Paix en Algérie, etc…). Au moment de Suez, le Mouvement de la Paix était donc en sommeil, plus ou moins oublié ou déconsidéré dans l'opinion publique ; il ne pouvait pas lancer une action de masse et il ne 1'a d'ailleurs même pas essayé.

On rejoint là une raison profonde de l'échec du Mouvement de la Paix : Le Mouvement de la Paix a été toujours plus ou moins un organisme orienté par les communistes auxquels s'agrégeaient quelques personnalités qui n'arrivaient pourtant pas à faire croire à l'indépendance de l'organisation. Il y a toujours eu une tactique générale du Mouvement de la Paix ; l'affaire d'Algérie a montré que les communistes n'entendaient pas que le Mouvement de la Paix en adopte une autre qui aurait gêné la tactique du P.C. - L'échec du Mouvement de la Paix vient de là : il n'y a pas eu d'action de masse réelle, parce que pas de démocratie interne, et pas de démocratie interne parce qu'un seul courant politique organisé s'y exprimait, celui des communistes, Le Mouvement de la Paix ne peut pas vivre sans un pluralisme des tendances politiques, c'est-à-dire sans qu'il existe, à côté du P.C., un autre parti politique qui ait des objectifs et une tactique de lutte pour la paix clairement définis devant l'opinion publique ».

(Rapport au Comité National MLP, février 1957, pp. 11-12).

« Nous voulons construire notre maison haute et large, il lui faut des fondations profondes et solides ; nous voulons donner au socialisme français un corps puissant, il lui faut un squelette solide. Cela veut dire qu'il faut que les militants et les cadres de notre mouvement se donnent en exigence n° 1 de travailler à acquérir une conscience toujours plus précise des réalités politiques et économiques de notre pays afin de pouvoir poser des revendications réalistes et efficaces, afin aussi de pouvoir « encadrer » solidement toutes ces forces qu nous voulons promouvoir au socialisme. La meilleure méthode reste d'étudier toujours plus à fond les problèmes du socialisme et l'histoire du mouvement ouvrier français et international » (Ibidem, p. 25).

(Extrait du Rapport de Jean Guichard au Comité National du MLP de février 1957)

III.2 - Le mouvement de mai et la stratégie révolutionnaire (14 et 27 juin 1968)

Le mouvement de 1968 a été important dans notre prise de conscience que l'on pouvait difficilement travailler avec le PCF, bloqué dans une attitude figée par sa théorie et sa pratique politiques, nationales et internationales. Pour nous, les slogans de 1968 ne sont pas apparus comme une nouveauté absolue : nous connaissions et pratiquions depuis longtemps le « *changer la vie* ». Mais c'était enfin la réalisation de ce que nous espérions et préparions dans nos luttes antérieures. Il fallait y réfléchir et essayer d'analyser clairement le mouvement. À Lyon, mai-juin 1968 avait été un moment de conquête de la presse : nous avons imprimé pendant quelques semaines un journal de nos luttes, le *Journal du Rhône*, dans les presses du *Progrès de Lyon*, occupées par les travailleurs de l'entreprise. J'y ai publié ces deux articles sur la signification du mouvement et la politique communiste. Chaque matin, nous recevions le tirage, et nous allions le vendre sur notre lieu de travail, moi j'allais au Lycée de Bourgoin, en grève et où chaque matin une quantité de collègues se retrouvaient dans la salle des profs, et achetaient pour la plupart le journal. Une belle expérience, où les rencontres et les débats furent les plus approfondis, sincères, sans réticences et sans les fausses pudeurs habituelles. Un jour par exemple, une vieille dame raconta, dans une réunion de femmes, qu'elle ne s'était jamais déshabillée complètement devant son mari ; et dans une rencontre religieuse, dans un couvent de la Drôme, une vieille religieuse nous raconta l'oppression qu'elles subissaient de la part de leur Supérieure : au nom de la discipline, celle-ci lui avait par exemple interdit de sortir pour assister aux funérailles de sa mère. Nous avons régressé depuis.

J.G. 24 décembre 2018

« *Le temps est passé, depuis longtemps déjà, où la superstition attribuait les révolutions à la perversité d'une poignée d'agitateurs. Aujourd'hui, tout le monde sait qu'au fond de toute convulsion révolutionnaire doit exister un besoin social quelconque que les institutions vieillies ne permettent pas de satisfaire* ». C'est ce qu'écrivait Marx il y a un bon siècle.

Il est étonnant qu'aujourd'hui les Communistes aient repris, à l'adresse des « groupuscules » étudiants et du Mouvement du 22 Mars, les accusations de « provocateurs » et d'« agitateurs », alliés objectifs du pouvoir gaulliste. On se souvint du ton de G. Marchais ou de G. Séguy lorsqu'ils parlaient de Daniel Cohn-Bendit. On se souvient de leur volonté d'isoler - de dénoncer – l'« aventurisme » de l'UNEF.

Certes, la différence était toujours faite entre « la masse des étudiants » dont on soutenait les « justes revendications » et la poignée de provocateurs qu'il fallait isoler. Mais toute la difficulté est précisément dans cette distinction : car il reste que cette « poignée » a entraîné la « masse » des étudiants ; il reste que la classe ouvrière est entrée dans le mouvement, dans la grève la plus longue de toute l'histoire de deux Républiques. Le problème essentiel n'est donc pas celui de la « poignée » : il est de déterminer quel « besoin social » a provoqué la « convulsion révolutionnaire » que nous sommes en train de vivre.

S'interroger sur les raisons de l'attitude communiste revient donc à se demander quelle a été - quelle est - la nature réelle de ce mouvement : était-il « révolutionnaire » ? En quoi ? Pouvait-on, dès le mois de Mai, le pousser plus loin ? Il faut se poser politiquement ces questions : une solidarité toute sentimentale avec les étudiants victimes de la répression ne suffit pas à fonder une action qui se veut révolutionnaire.

• LA STRATEGIE INTERIEURE DU P.C.F.

La perspective politique du PCF est claire : le régime gaulliste représente le pouvoir du capitalisme monopoliste d'Etat ; l'objectif est donc d'unir toutes les forces qui lui sont hostiles, toutes les couches sociales victimes des grands monopoles ; il s'agit donc de réaliser l'alliance de la classe ouvrière avec les petits artisans, et commerçants, victimes des chaînes commerciales capitalistes, avec les petits industriels exploités par la grande industrie, avec les petits paysans qui combattent la propriété capitaliste de la terre, etc ... C'est de cette alliance de la classe ouvrière

avec les classes moyennes et paysannes ainsi définies que l'on attend le renversement légal du gaullisme par la conquête de la majorité, et l'établissement d'un gouvernement d'union démocratique, contre le pouvoir des monopoles.

Or, ces classes moyennes alimentent souvent le « parti de la peur », et toute politique « aventuriste» susceptible de les effrayer doit être condamnée, car elle conduirait à isoler la classe ouvrière et le parti communiste ; c'est une première explication de la condamnation par le PCF et la CGT des manifestations de rue organisées par les étudiants, et de l'action de l'UNEF en général.

L'application politique de cette stratégie est l'alliance prioritaire avec la FGDS, dont les classes moyennes constituent en effet une base importante.

• LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU P.C.F.

Cette politique intérieure est elle-même déterminée par le choix d'une certaine stratégie internationale : la coexistence pacifique. C'est du maintient de la paix que l'on attend le développement des pays socialistes qui, ayant « rattrapé » et dépassé le niveau des pays capitalistes, représenteront de plus en plus un modèle enviable pour les peuples des pays occidentaux et une incitation à passer au socialisme.

Coexistence pacifique signifie respect des zones d'influence des pays de l'Est et de l'Ouest, telles qu'elles ont été tracées après la guerre par les Conférences de Yalta et de Potsdam. C'est-à-dire qu'il n'entre pas dans les perspectives communistes de faire « basculer » un pays occidental dans le « camp » oriental, et inversement. C'est au nom de cela que Thorez, rentré d'URSS en 1945, lance le mot d'ordre : « *S'unir, combattre, travailler* », et ordonne aux Comités Populaires de Libération de « rendre les armes » et de ne pas se substituer aux autorités légales (souvent d'anciens préfets vichystes). C'est aussi au nom de cela qu'on laissera écraser l'insurrection grecque en 1946, et que l'on insultera si vigoureusement la séparation yougoslave.

Il s'agit donc pour les communistes français d'un objectif international précis : non pas une prise de pouvoir révolutionnaire, mais une sorte de « neutralisation » du pays, afin qu'il soit le plus possible indépendant du capitalisme américain, sans pour autant passer de l'autre côté. D'où le refus de toute velléité révolutionnaire de 1945 à 1947 ; d'où la politique « d'indépendance nationale», après l'exclusion des ministres communistes du gouvernement, et l'alliance avec des éléments nationalistes (c'est le temps où Debré et Soustelle côtoient les communistes sur les estrades du Mouvement de la Paix) ; une dernière conséquence aujourd'hui que la détente donne plus de marge d'action, est la revendication de participer à un gouvernement démocratique dont l'objectif n'est qu'une évolution de l'intérieur du régime capitaliste.

C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter aussi bien la condamnation de la stratégie chinoise et des guérillas sud-américaines que celles des étudiants français que leurs luttes récentes portaient à une contestation beaucoup plus fondamentale de la société.

• LES PROBLEMES IDEOLOGIQUES

Car une telle stratégie laisse des possibilités réelles d'action assez limitées, et tous les virages difficiles qu'elle a contraint le PCF de faire depuis sa création n'ont pas été sans conduire à de redoutables durcissements, en particulier idéologiques : mener cette politique aux marges étroites interdit toute souplesse, tout esprit l'invention et de création, et à la limite toute initiative des masses non contrôlée, au départ, par l'appareil communiste.

C'est probablement ce qui explique tant le sectarisme vis-à-vis de la recherche théorique nouvelle (cf. Althusser) que l'incapacité à comprendre et à exprimer politiquement la profonde et vigoureuse contestation idéologique du régime que faisaient les étudiants. Les communistes parlent

souvent de « lutte idéologique » : mais celle-ci se limite aujourd'hui à être la justification après-coup de la politique suivie.

De cette absence de vigueur et de rigueur théorique, provient sans doute la crise permanente qui affecte les rapports entre le PCF et les intellectuels, étudiants ou artistes. Pendant cette crise, il est significatif que le PCF ait rejeté avec autant de constance et de violence un mouvement étudiant dont les positions ont souvent été profondément inspirées des sources marxistes. Il est vrai que ces marxistes ne rejetaient pas, au contraire, la pensée de Mao-Tse-Toung : cette référence à une théorie qui conduit à condamner la « stratégie révisionniste » et opportuniste des partis communistes occidentaux ne pouvait qu'être suspecte au PCF. Tout se tient.

Autrement dit, cette brève analyse des raisons de l'attitude du PCF nous conduit à nous poser une autre question, plus fondamentale : la stratégie du PCF est-elle juste ? Est-elle une stratégie « révolutionnaire » ? Inversement, le mouvement lancé par les étudiants pouvait-il aller plus loin, et quelle autre stratégie politique impliquait-il ?

Jean GUICHARD (à suivre)

***Journal du Rhône,* 14 juin 1968, page 4**

Le mouvement de mai et la stratégie révolutionnaire. (suite du 27 juin 1968)

Dans un précédent numéro (1), nous avions tenté d'analyser les raisons pour lesquelles les communistes avaient si nettement pris leurs distances vis a vis du mouvement étudiant ; nous avions conclu que, pour porter sur cette attitude un jugement politique sérieux, il fallait se demander si une autre stratégie était possible, en ce mois de Mai 1968, pour les forces révolutionnaires .

LE SENS PROPOND DU MOUVEMENT DE MAI

Mais il importe d'abord de se demander quelle fut la portée du mouvement de Mai. Il faut insister sur le singulier : il y a eu UN mouvement uni, pendant une brève période, et non pas, comme certains de nos partenaires de la gauche l'ont voulu, une série de mouvements parallèles : étudiants, salariés de la fonction publique, travailleurs de l'industrie privée, enseignants.

C'est même pourquoi Mai 1968 a été un événement sans précédent dans l'histoire des deux dernières républiques : pour la première fois, les travailleurs sont descendus dans la rue, non pour des revendications particulières, mais pour manifester leur opposition à la Société, telle qu'elle est. La révolte de Mai a été plus que syndicale, plus que politique : elle visait la totalité de la société, et non tel de ses aspects négatifs. Il ne s'agissait pas seulement de faire rapporter une loi sur la Sécurité Sociale, ou de changer le gouvernement politique : à travers ces objectifs, a passé un souffle plus profond. C'est la vie même de notre société qu'il faut changer : tel a été le cri des étudiants et, derrière eux, de nombreux français.

Et pour la première fois aussi, « l'ordre » social a vacillé : les C.R.S. n'étaient pas maîtres de la rue, malgré leurs grenades, leurs lances, leurs casques, leurs masques, leurs boucliers, leurs matraques et leurs fusils ; les ministres se terraient, ou brûlaient, dit-on, les archives, le général hésitait ; il lui fallut jouer le bluff d'un appel à l'armée pour rester - enfin ! ont soupiré les souteneurs de l'ordre - le calme, la discipline, la « paix » civile : celle qui recouvre le meurtre, l'exploitation, le mensonge quotidien institutionnel, la médiocrité.

Pour la première fois, ces étudiants que l'on accusait de ne s'intéresser qu'aux filles dans les Cités Universitaires, les français que l'on disait voués à la passivité et à l'amour de leur voiture et du frigo, tous ceux-là du moins les meilleurs d'entre eux, se sont retrouvés grandis par cette lutte de trois semaines. Laissons sourire les sceptiques.

LA REDUCTION À UNE POLITIQUE TRADITIONNELLE

C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que ce mouvement a été « révolutionnaire » ; c'est pourquoi il était essentiel que les hommes que l'on appelle « politiques » manifestent dès le début leur solidarité avec le mouvement lancé en Mai par les étudiants, tel qu'il était, avec ses aspects positifs et négatifs. Il ne fallait pas le condamner au départ, sous le prétexte qu'il ne s'exprimait pas dans les cadres habituels et reconnus ; il ne fallait pas le regarder de l'extérieur, en attendant de savoir si on pourrait en tirer ensuite un profit politique. C'est de l'intérieur qu'il fallait le politiser, aucune stratégie ne pouvait être élaborée en dehors de cette base.

Or, le souci premier des organisations de gauche a été de diviser ce mouvement, c'est-à-dire de tuer ce qu'il y avait en lui de révolutionnaire. On a d'abord cherché à isoler la tête du mouvement, les étudiants, et parmi eux les « groupuscules », et parmi leurs animateurs, Daniel Cohn Bendit. Ce n'était qu'un réflexe de défense de la part des communistes ; car ces groupes ne sont que l'envers de sa propre crise, nés de son affaiblissement politique et idéologique, formés de ceux que la gauche rejette, parce qu'ils lui reprochent son embourgeoisement.

Puis, lorsque le mouvement eut pris de l'ampleur, et de la cohésion, on se préoccupa de le morceler : ayant refusé de parler de « grève générale », on accepta les négociations séparées, travailleurs de l'industrie privée d'une part, de la fonction publique d'autre part, puis enseignants, et parmi ceux-ci, d'abord les instituteurs, puis les professeurs de CET, puis ceux du secondaire ; enfin, loin derrière, désormais peu dangereux parce que seuls, les étudiants. On accepta de renoncer au « préalable » politique : l'abrogation des ordonnances. Le mouvement ainsi brisé, on pouvait même faire preuve de dureté syndicale en exploitant la lutte des quelques îlots résistants de la Chimie et de la Métallurgie.

Ainsi, le mouvement était ramené à ses dimensions connues : revendications syndicales, d'une part, élections politiques, de l'autre. Les partis de la peur, ceux de droite et ceux de gauche, pouvaient relever la tête : le germe naissant de la révolution avait pu être étouffé. La « politique » l'emportait, et la comédie des circulaires électorales, avec leur étalage de titres de guerre, médailles, productivité familiale, études secondaires au lycée de x, diplômes et physique avantageux sur portrait tiré dix ans plus tôt.

IL ETAIT POSSIBLE D'ALLER PLUS LOIN

Pouvait-on donc aller plus loin ? Ou la « sagesse » imposait-elle que l'on réduisît ainsi le mouvement à ses formes antérieures ?

Il faut répondre « oui » à la première question ; une certains sagesse politique est toujours soumission à l'ordre établi.
Cela veut-il dire qu'il était possible de mettre en place un pouvoir révolutionnaire ? Ou encore de façon plus concrète : était-il possible de briser le pouvoir bourgeois, de s'emparer des préfectures, de neutraliser par une force supérieure l'armée et la police, de remettre en marche la machine de la société sous la direction d'un autre pouvoir politique ? Il faut répondre « non » à cette seconde question : dans la situation de la classe ouvrière dans les rapports de force existants, cela conduisait à un affrontement sanglant, probablement à un écrasement militaire des forces populaires, et à une répression qui aurait compromis pour longtemps toute autre possibilité de lutte.
Entre les deux, la voie était étroite, mais praticable : refuser des négociations séparées pour conserver le mouvement uni, poursuivre la lutte en soudant plus étroitement à la base des comités d'action, donner au mouvement un objectif politique clair : un pouvoir populaire à la base, un gouvernement provisoire chargé de régler les problèmes urgents et de préparer sur des bases nouvelles l'avènement d'un nouveau pouvoir légal. N'était-ce pas aussi risquer un affrontement violent ? Peut-être, mais sur une base beaucoup plus forte et avec de plus grandes chances de succès.
Telle était schématiquement, la stratégie proposée par le P.S.U. Nous réaffirmons aujourd'hui qu'elle était possible, qu'elle n'était ni « aventuriste » ni « provocatrice ».

IMPREPARATION THEORIQUE

Pourquoi n'a-t-elle pas pu être menée A bout ? Il serait trop facile et stupide d'en accuser les organisations de gauche. Il est vrai qu'elles ont fractionné le mouvement et qu'elles ont largement contribué à le ramener dans un cadre réformiste. Mais les choses ne sont jamais déterminées par des appareils responsables : c'est au niveau des masses qu'elles se jouent.

Or, si la maturation des militants s'est faite rapidement, le fait est que les masses populaires n'étaient pas préparées, sur le plan politique et théorique, à mener un combat révolutionnaire. Le manque de formation se fait cruellement sentir dans une telle période : il conduit à céder aux pressions idéologiques les plus grossières. C'est ainsi qu'il a été possible, en agitant le spectre du drapeau noir, de créer dans de larges fractions de la classe ouvrière une attitude hostile aux étudiants. Ou encore qu'aucune analyse sérieuse du caractère de classe de l'Université et de son rôle dans le Capitalisme d'aujourd'hui n'a été faite par le PCF ou la CGT : on en est resté à la polémique sur l'origine petite-bourgeoise des étudiants, et sur les dégâts dans les Facultés : "*Tu penses*, a-t-on entendu, par exemple, dans la bouche de militants de gauche, *ils ont même osé barbouiller de peinture la statue de Claude Bernard !* ». Et M. Séguy rejoignait M. Pompidou dans la dénonciation de « *l'anarchiste allemand* » Cohn Bendit « *Juif de surcroît* ».

Y A-T-IL UNE « VOIE PARLEMENTAIRE » AU SOCIALISME ?

Une autre barrière a freiné l'avancée du mouvement : le respect de la légalité et le refus de toute violence.

Là aussi, le travail d'explication et de formation a été insuffisant : pour beaucoup d'hommes de gauche, l'alternative reste encore la révolution violente ou la solution parlementaire. Et comme ils refusent « la violence d'où qu'elle vienne », ils acceptent de se rabattre sur les jeux parlementaires. Le PCF se définit aujourd'hui comme « *le parti du progrès, de l'ordre, et de la sagesse* » (Waldeck Rochet, ORTF, Juin 1968).

Est-il donc possible d'envisager un passage au socialisme par la simple conquête d'une majorité de gauche au Parlement ? Peut-on même penser qu'une telle majorité suffirait à rendre possible une politique économique différente ? Un examen attentif du faible rôle dévolu au Parlement dans notre constitution conduit à répondre négativement : aujourd'hui, le véritable pouvoir est ailleurs, dans un gouvernement qui n'émane plus du Parlement, et qui est d'autant plus libre de défendre les intérêts profonds et à long terme du capitalisme français.

VERS LA DEMOCRATIE DIRECTE

La démocratie représentative ne peut plus être un cadre suffisant de transition vers le socialisme ; il faut lui ajouter, et lui substituer peu à peu une démocratie directe. Autrement dit : une majorité parlementaire de gauche n'aurait de chance de survivre que si elle s'appuyait sur un puissant mouvement de masse, du type de celui de Mai 1968.

C'est pourquoi nous avons lancé le mot d'ordre, jugé lui aussi « aventuriste » par certains, de « pouvoir ouvrier », « pouvoir étudiant », etc ... Le jour où les travailleurs ne se contenteront plus d'occuper leurs usines, mais où ils les feront fonctionner eux-mêmes, le jour où les travailleurs du Livre et les journalistes feront reparaître une presse non plus contrôlée par quelques-uns mais devenue instrument d'expression des luttes populaires, le jour où élèves et étudiants auront ensemble pris en charge le fonctionnement des écoles et des Facultés, alors une majorité parlementaire issue de ce pouvoir des masses aurait une chance réelle de faire des réformes profondes. En Mai-Juin 1968 nous avons entrevu la possibilité de conquérir un tel pouvoir.

ETRE PRETS A L'AFFRONTEMENT NECESSAIRE

Mais il serait illusoire de croire que cela est possible sans luttes, sans affrontement : la violence et le désordre sont inscrits dans les structures mêmes de notre société, voilés en temps de paix, mais

toujours prêts à faire surface lorsqu'une crise oblige l'Etat à remplacer la participation par la grenade lacrymogène et la matraque. Jamais la classe dominante ne cédera volontiers son pouvoir ; elle ne reculera devant rien pour le conserver. C'est pourquoi les travailleurs doivent être prêts physiquement, politiquement, théoriquement, à cet affrontement ; plus ils y seront préparés, plus ils seront sûrs de leur force et de leur droit, moins l'affrontement sera violent, moins il risquera d'être sanglant. La tâche n° 1 est maintenant d'entreprendre, d'approfondir cette préparation. Elle nécessite une organisation.

Les militants qui se sont si magnifiquement donnés aux luttes de Mai doivent savoir maintenant se forger les instruments politiques et les instruments de pensée qui leur permettront de résister à la propagande idéologique de l'adversaire, de faire naître dans les masses une pensée révolutionnaire, et à faire ainsi que le prochain mouvement débouche sur autre chose que sur une campagne électorale.

Jean GUICHARD – P.S.U.
***Journal du Rhône*, 27 juin 1968, page 2**

([1]) voir Journal du Rhône du 14 Juin 1968

III.3 - Sur l'union de la gauche

Sur l'union de la gauche à Bron avant les élections municipales du 14 mars 1971

Nous ne pouvons nous reconnaître dans cette formule. Pourquoi ?

1) Hommes de gauche. Nous nous référons nous aussi à la grande tradition de la gauche française, à ses luttes pour la République et pour la démocratie, contre les féodalités qui opprimaient les Français, à son combat pour une école laïque ouverte à tous les enfants du peuple. Nous savons aussi que le mouvement ouvrier s'est souvent battu sous la bannière de la gauche, et qu'il y a remporté quelques unes de ses grandes victoires, par exemple en 1936. En ce sens nous sommes des hommes de gauche.

2) Mais la « gauche » a éclaté. Nous devons constater aussi que la gauche n'est plus aujourd'hui une base d'union réelle pour ceux qui se proposent de lutter contre les féodalités qui nous oppriment aujourd'hui et qui veulent transformer la société dans un sens socialiste.
On considère que la gauche, c'est tous ceux qui se référent à cette tradition républicaine et aux partis qui s'y sont reconnus, radicaux, socialistes, communistes. Mais aujourd'hui que sont-ils devenus ? :

* En quoi les radicaux qui soutiennent depuis des années une politique conservatrice et aujourd'hui s'allient indifféremment à l'UDR et aux communistes pour garder des places de conseillers municipaux, sont-ils des hommes de gauche ? Pourquoi Mendès-France a-t-il rompu avec le parti Radical, sinon parce qu'il lui apparaissait désormais impossible d'y mener un combat socialiste, même très modéré ? En quoi les gesticulations électorales d'un Jean-Jacques Servan-Schreiber ont-elles quelque rapport avec notre combat ?

* Beaucoup de socialistes restent dans la tradition de la gauche. Mais combien aussi l'ont-ils trahie profondément en menant par exemple une politique raciste et colonialiste en Algérie et au Moyen-Orient, en se joignant à ceux qui approuvaient le coup d'Etat militaire de mai 1958, en acceptant eux aussi aujourd'hui les alliances les plus diverses, à droite et à gauche, à seule fin de rester au pouvoir.

* Quant aux communistes, faut-il rappeler que leur parti est né en 1920 d'une scission au sein de la gauche, d'un refus fondamental de la gauche traditionnelle, radicale et socialiste, qui avait trahi pendant la guerre les aspirations socialistes internationales des travailleurs, pour s'intégrer dans les gouvernements d'« Union sacrée ».

La gauche n'est donc plus aujourd'hui un critère suffisant de choix politique :

* Combien d'hommes de « gauche » sur le plan politique se sont laissé aller à soutenir des politiques économiques de droite, et ont appuyé les puissances d'argent contre les revendication populaires !

* Combien d'hommes de « gauche » ont-ils pratiqué une politique de répression du mouvement ouvrier, du mouvement étudiant et de toute force sociale qui contestait les structures sociales actuelles !

* Combien d'enseignants sont des hommes de « gauche » le jour de l'élection et ont dans leurs classes ou vis-à-vis des parents une attitude de pure répression et de conservatisme pédagogique !

3) Comme en 1920 ! Aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, l'évolution économique a fait apparaître des forces sociales nouvelles. Et ces forces nouvelles ont des idées qui ne sont plus celles de partis nés en partie de situations différentes, avec une volonté transformatrice, mais qui se sont sclérosés, figés et ont cessé d'évoluer.
L'école publique est un acquis, et il ne s'agit pas de revenir à l'école féodale et « libre » d'avant 1880. Mais l'école publique aujourd'hui est aussi une école sclérosée et répressive, dont la pédagogie et les programmes sont adaptés aux besoins d'une économie de profit plus que d'un épanouissement de la personnalité des enfants. Alors ? Allons-nous purement et simplement défendre l'école publique telle qu'elle existe ? Non mais :

* la défendre contre les tentations de retour en arrière (lois Debré, etc.) ;

* la critiquer lorsqu'elle se refuse à renouveler ses méthodes pédagogiques, à accepter le dialogue avec les parent, à créer un rapport traditionnel entre « enseignants » et « enseignés ».

Texte manuscrit inédit de mars 1971.

III.4 - Que faire de *Perspectives Socialistes* ?, 1964.

Toutes ces réflexions allaient bien sûr de pair avec l'activité politique. Pour ma part, Secrétaire fédéral du PSU depuis le début, j'abandonne toute responsabilité en 1963, avec tout le Bureau de la Fédération du Rhône, pour protester contre l'inaction du Bureau National vis-à-vis du gauchisme de Jean Poperen à propos de la grève des mineurs. Je ne m'occuperai plus que de la formation des militants, en même temps que je travaille avec un groupe important de militants à maintenir les moyens d'information qui nous permettront peut-être un jour de reprendre notre projet de parti de type nouveau, le *Bulletin du Rhône* sur le plan local et *Perspectives Socialistes* sur le plan national. Je me demande quelle pourrait être sa base, en particulier dans les milieux chrétiens, problème dont le PSU ne veut plus entendre parler, parce qu'il est marqué par un anticléricalisme grossier de la vieille social-démocratie venue de la SFIO, dominante dans les appareils dirigeants et qui ne pense qu'au vieux problème de « l'union de la gauche ». Et pourtant l'avenir confirmera l'importance de cette base chrétienne qui, laissée à elle-même après la fin des groupes de chrétiens contestataires, est retombée aux mains d'une droite ou d'une extrême droite que les efforts du pape François ne parviennent pas à éliminer pour faire progresser son Église sur des problèmes comme le statut des prêtres ou celui de la famille (sur lesquels il est probablement en accord avec la tradition la plus conservatrice), mais aussi sur ceux de la paix, du racisme, de l'accueil des immigrés, de la défense de l'environnement, etc. (sur lesquels il a fait une grande avancée par rapport aux attitudes politiques antérieures des milieux catholiques). L'Église est empêtrée aujourd'hui dans ses problèmes de pédophilie des prêtres, et les discussions de fond ne semblent pas avancer beaucoup, les chrétiens socialistes ou de « gauche » ne s'expriment plus guère, découragés ou ayant abandonné l'institution religieuse.

Je n'avais jamais obtenu de réponse à cette proposition faite en 1964 aux responsables de la revue, probablement hostiles à mes propos pour des raisons diverses, les uns par conservatisme religieux, les autres par souci de ne pas compromettre la situation du PSU. Parmi les premiers, je retrouverai toujours Georges Tamburini, qui se targue d'un esprit de laïcité, parce qu'il est fidèle à une « foi » religieuse très traditionnelle et qu'il ne veut pas se battre contre les orientations politiques et théologiques de son Église : c'est pour cette raison très conservatrice qu'il combattra mon entrée dans des organismes parareligieux comme la *Chronique Sociale* ou *Lumière et Vie* (voir les courriers que nous avons échangés sur ce point). Il ne percevra jamais l'importance de ce combat sur le plan de l'idéologie religieuse : pour lui la « laïcité », c'est simplement que les politiques ne touchent pas à la tradition religieuse et au respect de la hiérarchie de l'Église ; il avait autrefois été hostile aux prêtres-ouvriers et à l'Action Catholique Ouvrière.

Je me trompais : il y avait bien un « retour en arrière » possible, nous sommes en plein dedans. Quant à moi, je commençais alors à me mettre à ce travail que je souhaitais, faire le bilan du marxisme et montrer que ce n'était pas une simple idéologie antireligieuse mais une tentative de penser l'histoire dans sa totalité (histoire religieuse comprise), sans laquelle il n'y aurait pas d'avancée possible. C'est pour cela que mon travail sur le marxisme, qui débouche en 1968 sur mon livre des Éditions de la Chronique Sociale, a été si fortement combattu par les théologiens conservateurs ou réactionnaires, et si peu apprécié par les chrétiens du MLP puis du PSU comme Tamburini qui ne voulaient pas toucher à l'orthodoxie catholique. Porter la lutte sur ce terrain idéologique était pour eux insupportable.

À partir de 1964, je me consacre à cette recherche et surtout au travail idéologique dans des milieux chrétiens, tentant de contribuer à la formation d'organismes comme les « chrétiens marxistes » et écrivant dans des revues catholiques ou militant dans un organisme protestant plus ouvert à mes idées et par lequel je partirai à la Réunion en 1974 et aux Seychelles en 1978. Au fond, est-ce que je ne rêvais pas d'un parti démocrate-chrétien « révolutionnaire » …?

Où en somme-nous aujourd'hui ? Les luttes comme celles de *Nuit Debout* ou des *Gilets Jaunes* sont une nouvelle forme des luttes de classes et le « macronisme » une nouvelle forme de pouvoir de la bourgeoisie dans une situation de crise. Ce qui me paraît sûr, c'est que ces luttes ne réussiront pas vraiment à changer la nature de la société si elles ne se posent pas, elles non plus, les véritables questions de lutte idéologique.

Pour le moment, vu l'absence de réponses à cette lettre par ses destinataires d'alors, est-ce un constat d'échec historique ? Aujourd'hui je ne reprendrais pas telles quelles certaines formulations, d'une part sur le marxisme, dont mon livre a voulu montrer que c'était une méthode

« scientifique » d'analyse de la réalité sociale et pas une simpe « idéologie », d'autre part sur l'évolution des milieux chrétiens, qui se révèlent aujourd'hui moins mobilisés qu'à l'époque de ce texte, dans une structure ecclésiale très bureaucratisée et que le pape François peine à transformer : beaucoup ont abandonné la lutte politique, se réfugiant dans l'action sociale « humanitaire », d'autres se sont laissés tenter par la pensée macronienne, pour des raisons très diverses, qui vont d'une séduction de ses intentions « réformistes » à une peur du « terrorisme ». Quant à la critique interne de l'Église, celle qui m'avait conduit à écrire *Église, luttes de classes et stratégies politiques,* elle apparaît peu aujourd'hui, les uns ont abandonné l'institution en même temps que la foi elle-même, – c'est mon cas – , tout en reconnaissant toujours l'importance « politique » de l'institution ecclésiale même si elle est affaiblie par ses crises internes comme celle de la pédophilie des prêtres, d'autres se sont résignés à une « pratique » un peu marginale. Sans doute, la recherche d'autre chose n'a pas disparu, au contraire, mais l'échec des recherches antérieures fait que les révoltes nombreuses ne débouchent pas sur une stratégie politique cohérente, laissant l'ego des leaders se concentrer sur les résultats d'une prochaine élection présidentielle et se combattre en proclamant leur désir d'unité !

J.G., 29 décembre 2019 - 30 avril 2021

1 – Introduction : ligne générale de recherche.

** Nous sommes arrivés à une étape où la nécessité, aussi bien politique que financière, oblige à repenser le rôle propre de Perspectives Socialistes. La revue a-t-elle encore une utilité et une place dans la vie politique ?*

L'analyse de la réalité française conduit à conclure que la revue P.S. garde toute sa nécessité, doit et peut jouer un rôle plus important qu'elle n'a joué depuis quelques années. À une condition : que la revue prenne une conscience claire de sa « vocation » et assume pleinement ses responsabilités.

P.S. n'a de sens et de place ni comme organe technique (qui en doublerait beaucoup d'autres), ni comme publication d'information générale (d'autres ont les moyens et les hommes pour faire beaucoup mieux), ni comme simple tribune de discussion libre, sans orientation ni conclusions, ni comme revue de pure recherche théorique scientifique.

** La seule vocation de P.S. est d'être l'organe d'une orientation politique et idéologique, qui n'a pas aujourd'hui d'autre moyen d'expression sur le plan national, et dont l'existence est cependant nécessaire à une saine avancée vers le socialisme. Cette perspective inclut la recherche permanente d'un dialogue avec ceux qui, dans le mouvement socialiste, expriment d'autres orientations politiques et idéologiques.*

En d'autres termes, la vocation de P.S. reste aujourd'hui ce qu'elle a été au départ : une double recherche d'expression autonome et d'unité ; une double volonté de faire progresser un mouvement politique et idéologique, qui avait et qui garde des caractères propres qui le distinguent essentiellement de la gauche radicale, social-démocrate ou communiste, et de créer parallèlement les conditions de l'unité.

** La revue garde sa pleine validité, car elle reste pratiquement seule à exprimer cette perspective. Partout ailleurs, on a assisté dans tous les mouvements ou organes de presse qui se situaient apparemment dans une perspective voisine à une négation ou à une progressive dégradation, soit de la volonté de création d'un mouvement autonome par rapport à la gauche historique, soit de la volonté de dialogue et d'unité avec le mouvement déterminant au sein de cette gauche, le mouvement communiste. Or la recherche unitaire en soi est un mythe dangereux ; la construction d'une organisation sans perspectives politiques et idéologiques précises est une utopie, source de nouvelles confusions. La mythologie actuelle de « l'unité de la gauche » ne peut mener à rien ; le flou politique et idéologique délibéré de certains clubs ne peut à la longue que servir les aspirations au pouvoir et les tendances technocratiques de leurs utilisateurs.*

Expression d'une orientation que nous préciserons maintenant, P.S. doit se donner comme objectif de conquérir enfin à une politique les recherches éparses qui, souvent valables en leur point de départ, n'en conduisent pas moins à l'impasse si elles ne retrouvent pas une dynamique politique et idéologique.

2 – Mouvement autonome et unité.

** Le moment est venu de se rappeler quelle fut, dès sa fondation, l'orientation première de Perspectives Socialistes, – que les années de crise, 1960-1963, ont quelque peu estompée – : être le*

moyen d'expression d'un courant politique qui se donne pour objectif le « renouvellement » du socialisme. Ou, plus exactement, d'un courant politique et idéologique qui, né en-dehors des structures et des traditions de la gauche et du socialisme marxiste, – qu'il soit communiste ou social-démocrate –, entendait se développer sur une base autonome, donner corps à une organisation nouvelle, exprimer et « théoriser » peu à peu l'expérience pratique qui était depuis longtemps la sienne, dans les domaines de la lutte sociale, syndicale ou politique, et formuler peu à peu les éléments de doctrine politique qui nourrissaient implicitement son action. En même temps, jamais la volonté unitaire n'a été aussi forte qu'en cette période où la volonté d'autonomie était ainsi clairement affirmée ; le paradoxe n'est qu'apparent ; la volonté d'être pleinement soi-même, différent des partenaires, apparaît aujourd'hui, aussi fortement qu'hier, comme la condition essentielle du dialogue et de l'unité réelle.

** Or, si l'on regarde le point d'aboutissement de ce mouvement, on est amené à constater que, pour l'essentiel, la volonté de renouvellement, de développement d'un mouvement autonome, a fait place ici aussi, à la seule volonté unitaire qui, du même coup, est devenue plus mythique que politiquement efficace.*

D'abord sur le plan politique, la seule grande idée qui tranche aujourd'hui sur le panorama terne de la propagande socialiste (au sens large) est la suivante : faire à tout prix l'unité de la gauche, condition première de lutte efficace contre le gaullisme. Elle est le thème premier de la propagande communiste, comme de celle du P.S.U. Elle alimente les prophéties les plus diverses sur la réalisation prochaine de l'unité organique qui réunirait en un seul « grand parti socialiste » tous les socialistes, P.S.U., socialistes, communistes, militants syndicaux, chrétiens, marxistes et agnostiques. Le raisonnement s'articule à peu près comme suit :

– l'unité est un bien nécessaire ;

– l'évolution de la SFIO, du mouvement communiste international et du P.S.U. d'une part, le contexte gaulliste d'autre part créent les conditions de cette unité ;

– il faut donc concentrer tous les efforts des uns et des autres à hâter une réalisation, que l'Histoire pousse, et d'où sortira un monde nouveau après la régression qu'a constituée le gaullisme.

Ceci est la formulation politique du mythe : mais on trouverait la même tendance sur le plan syndical (de « l'unité » appelée par la CGT à celle qui est préconisée par les éléments de gauche de la CFTC) ou sur le plan de certains clubs qui, n'ayant pas de pensée politique propre, ont rejoint naturellement dans leur formulation la tendance dominante du moment, et se sont ralliés au thème de « l'unité de la gauche ». Pour la minorité de gauche de la CFTC, il s'agit beaucoup plus d'une vision mythique, – sans prise sur l'action quotidienne et concrète menée au plan économique –, qui devient envahissante dès qu'ils abordent les problèmes généraux sur lesquels ils n'ont pas réfléchi, et ne trouvent d'autre point d'appui que la pensée dominante de la gauche.

Dans tout cela, le travail de « renouvellement » a été escamoté ; ou plus exactement, il reste formellement présent à la pensée de quelques-uns (par exemple le P.S.U.), mais il recouvre un contenu très différent : d'expression autonome d'un courant politique autre que la gauche historique, il est devenu renouvellement de la gauche historique de l'intérieur. Du même coup, toute action est bloquée par une volonté unitaire faussée : on ne doit rien faire qui puisse couper de la gauche ; on ne présentera de listes autonomes aux élections que moyennant un engagement formel de tous les constituants de s'unir au second tour avec le PCF, etc.

Quel serait le contenu politique et idéologique d'un parti uni de la gauche ? On n'en sait rien et on n'en discute pas : on marche au plus vite vers la réalisation de l'unité.

Ainsi, par un glissement lent et régulier, la volonté d'expression autonome a été peu à peu escamotée au profit de la volonté unitaire. Certes, la recherche de départ reste présente à l'esprit de beaucoup, mais, objectivement, elle ne contribue plus à animer des structures nouvelles, des méthodes nouvelles.

** La même analyse pourrait être faite sur le plan idéologique : initialement, chacun était conscient que le « courant de renouveau » n'irait de l'avant que s'il travaillait à formuler, à partir de sa pratique, des exigences idéologiques nouvelles, qu'il était impossible de faire entrer dans le cadre de l'idéologie jusqu'alors dominante du mouvement socialiste : le marxisme. Il était évident que, si le marxisme devait être assimilé, il n'était question ni d'en faire la seule idéologie socialiste historique ni d'en rester aux formulations doctrinales auxquelles il était arrivé. Le marxisme demandait à être « digéré » en même temps que d'autres aliments idéologiques, mais dans le but de créer autre chose ; non pas pour faire une « révision » du marxisme, mais pour intégrer son apport dans une ligne de*

réflexion qui lui était extérieure. Il y avait là une attitude idéologique fondamentale pour le développement d'un mouvement socialiste nouveau.
Or, on constate aujourd'hui une tendance assez générale qui porte à privilégier le marxisme comme seule expression idéologique valable du socialisme. De même que, sur le plan politique, la recherche de renouveau est peu à peu entrée dans l'orbite de la gauche, de même sur le plan idéologique, on tend à la faire entrer dans l'orbite du marxisme. Il s'agissait non de le rejeter, mais au contraire de l'assimiler ; il s'agit maintenant pour la plupart, non plus de l'assimiler, mais de poursuivre la réflexion à partir de ses bases idéologiques. Par exemple le P.S.U., qui n'est pas en théorie un parti marxiste, est un parti « marxisé » dans son comportement pratique : du même coup il est mal marxisé, ne l'étant pas consciemment et volontairement, mais seulement par « horreur du vide », pour dissimuler, pour couvrir un vide idéologique qui n'en subsiste pas moins en dessous du chapeau marxiste. Sur un autre plan, la CFDT, – dont la « déconfessionnalisation » a été un phénomène positif et nécessaire – , va se trouver maintenant devant la même échéance que les militants politiques du MLP, il y a dix ans : éviter le vide idéologique (auquel les formules vagues sur les « humanismes » du Congrès de novembre 1964 risquent de conduire à la tentation (à laquelle la « gauche » est prête à se laisser aller) d'une « marxisation » vague et superficielle qui couvrirait provisoirement le vide). Quant à la plupart des Clubs, ils ont proclamé une fois pour toutes le « déclin des idéologies » et ils se cantonnent en conséquence soit dans une activité purement technocratique (être des « laboratoires d'idées » qui influenceront ensuite la pratique syndicale – CFDT – ou politique – campagne Defferre), soit dans un opportunisme politique local. Ce n'est pas de là que peut sortir le moindre élément susceptible de répondre à la tâche que s'est fixée P.S. dès son origine : une élaboration idéologique autonome, à partir de la pratique, et restant ouverte au dialogue permanent avec les autres idéologies socialistes, en premier lieu le marxisme.

** Si l'on se réfère donc à cette constatation d'un glissement progressif qui a conduit, sur tous les plans, à valoriser un objectif : l'unité politique de la gauche sous le couvert idéologique d'une vague méthodologie marxiste, il faut bien conclure que la tâche qui était initialement celle de P.S. reste pleinement valable, et qu'il est nécessaire que la revue se redonne clairement pour orientation ce qui avait été à la source même de toute une action et de toute une réflexion militantes.*

Au fond, les choses ont été renversées, il faut les remettre sur leurs pieds. L'unité était un but lointain, dont il fallait créer les conditions : on en fait maintenant la condition pour aller de l'avant. C'est proprement vouloir posséder le but pour commencer le chemin qui y conduit ; c'est regarder fixement le sommet de la montagne au lieu de se mettre à monter.

L'unité est au bout du chemin ; il est probable que tout y pousse, et qu'il faut y pousser, si l'on veut accomplir l'homme ; la convergence des efforts de tous est nécessaire pour construire le monde, et beaucoup d'athées ont assez dit eux-mêmes la valeur universelle qu'ils reconnaissaient sur ce point aux prospectives de Teilhard de Chardin pour que nous ne puissions le citer ici.

On est en train de tout détruire en proposant l'unité comme le but immédiat qu'il serait possible de posséder demain, afin de pouvoir progresser.

La condition même du progrès vers l'unité est le dialogue et la confrontation permanente. Actuellement, il n'y a pas de dialogue, car il manque la voix de l'un des partenaires. Le dialogue implique que chacun y vienne pleinement conscient des valeurs qu'il apporte ; le dialogue ne se traduit jamais par un effacement et par un ralliement trop facile et en surface aux thèses du partenaire ; le dialogue suppose des êtres durs et consistants qui probablement doivent se heurter et se mesurer l'un à l'autre avant de commencer à parler et à marcher ensemble. On détruit tout si l'on escamote les étapes au profit du mirage de l'unité immédiate.

Cela veut dire que la condition de l'unité reste aujourd'hui la mise au jour, l'explicitation, le développement de ce courant d'action et de pensée qui a été à la base du travail de P.S., qui ne peut se ramener ni à la gauche sur le plan politique, ni au marxisme sur le plan idéologique et dont nous chercherons à cerner les contours. Remettre le mouvement sur ses pieds, c'est redonner comme objectif premier, comme condition de progrès vers l'unité, l'expression cohérente, libre et autonome d'une orientation politique et idéologique aujourd'hui trop diffuse pour jouer son rôle dans la dialectique nécessaire avec le mouvement communiste.

3 – Quel courant s'agit-il d'exprimer ?

Il faut poser maintenant ouvertement des problèmes difficiles sur lesquels les intéressés eux-mêmes se sont trop peu expliqués, arrêtés par des « complexes » divers, ou dont ils ont donné, au cours de leur propre recherche, des formulations approximatives ou ambiguës. C'est par exemple ce qui s'est

produit lorsque l'expression de « courant chrétien » a été employée, en des sens divers d'ailleurs, parallèlement à celle de « courant socialiste ». Quel est le « courant » auquel nous nous sommes jusque là référés.

** Historiquement, ce courant est d'origine chrétienne. Sa constituante première a été la masse de militants chrétiens qui, – soucieux à la fois de rompre avec le « christianisme sociologique » de nombreuses organisations bourgeoises à étiquette chrétienne et de maintenir une fidélité totale à une foi qui les poussait précisément à ce mouvement et à une Église qu'ils travaillaient à dégager de nombre de compromissions historiques –, ont été conduits à faire des expériences nouvelles, à créer des formes originales d'action sociale et politique et des structures nouvelles, à formuler une expression idéologique nouvelle de la « révolution ». À des degrés divers, la Confédération Syndicale des Familles (CSF), le MLP, la CFDT, le CNJA ou certains clubs sortent de là.*

C'est dire du même coup que ce mouvement a été dès le départ en voie de « laïcisation », qui a conduit en 1952 du MPF au MLP, et en 1964 de la CFTC à la CFDT. Il y a là un mouvement qui a été et qui est irréversible, qui correspondait à la volonté de mener une vie sociale et politique dans la plénitude de liberté de laïcs « adultes » et responsables. Un seuil a été franchi – et d'autres devront le franchir –, non pas par « tactique » mais parce qu'il répondait à une exigence fondamentale du mouvement amorcé. Le contexte créé aujourd'hui par les pontificats de Jean XXIII et de Paul VI, et par le Concile du Vatican, vient confirmer la validité de cette laïcisation, et renforcer la certitude que, massivement, il n'y a pas de retour en arrière possible.

Enfin, une troisième caractéristique de ce courant a été son élargissement progressif à des milieux d'une origine philosophique ou religieuse autre que chrétienne. D'origine chrétienne au départ, ce courant, – qui manifestait sa volonté d'une création politique neuve extérieure aux cadres historiques de la gauche mais affirmait sa volonté de dialogue, en même temps que procédant à sa laïcisation progressive – a attiré la sympathie de beaucoup d'hommes, athées, agnostiques ou même d'origine marxiste qui, partant d'autres bases, avaient suivi une trajectoire identique de laïcisation, par « désidéologisation », du marxisme par exemple, par refus d'une liaison directe et organique entre leur philosophie et une politique, et de recherche d'un renouveau politique et idéologique.
Ainsi la conjonction réalisée pouvait apparaître comme la lointaine préfiguration d'un mouvement socialiste uni, dont tous les participants, communistes compris, auraient suivi la même voie de laïcisation (de « démarxisation ») et de conjonction dans une volonté de « <u>création</u> » faisant place à la volonté de « <u>conservation</u> » des structures et des idéologies acquises au long de deux siècles d'histoire. C'est ça qui fut à ses débuts l'espoir représenté par l'UGS, – à un temps où Perspectives Socialistes en était la revue officielle, après avoir été celle du MLP sous le titre de Perspectives Ouvrières.

** Le développement régulier de ce courant aurait exigé un certain nombre d'attitudes difficiles, parmi lesquelles venaient au premier rang la volonté profonde de poursuivre le travail en-dehors des structures politiques et idéologiques de la gauche historique ; la recherche d'unification, sur les différents plans, des diverses structures nées sur la base d'origine, plutôt que d'une unification utopique avec les structures de « gauche » ; la formulation progressive et empirique d'une doctrine politique et d'une idéologie nécessaires à la relance et à l'élargissement du mouvement, et tenant compte de ses origines et de ses modes particuliers de développement.*

Or le mouvement ne se fit pas dans ce sens-là ; il céda à un certain nombre de tentations qui le conduisirent à autant d'échecs :

a) d'abord celle du « cryptocommunisme » : la recherche « révolutionnaire » faite en particulier par les chrétiens, le sens « absolu » qu'ils portaient souvent dans leur vie politique, leur volonté unitaire aussi, conduisirent souvent, surtout pendant la période tendue de la guerre froide et de la politique des blocs, à voir dans le PCF l'organisation révolutionnaire par excellence et dans le marxisme (vu partiellement sous l'angle de certaines formules comme celle de « lutte des classes », souvent les plus extrêmes et les plus « staliniennes » plutôt que sous l'angle d'une philosophie globale), l'idéologie naturelle de la révolution. Ainsi s'est développée, – sur des bases partiellement valables mais faussées à partir du moment où elles étaient « absolutisées » –, un cryptocommunisme, qui conduisit les uns à adhérer au PCF, les autres à ne prendre une initiative que lorsque le PCF l'approuvait, d'autres encore à ne militer individuellement que dans l'ombre du « grand frère » et du « petit Père des peuples ».

b) Une deuxième tentation a été celle de la « couverture laïque ». Malgré la laïcisation, malgré l'élargissement à des non-chrétiens, ce courant politique restait combattu par la gauche traditionnelle qui le taxait de « clérical ». Ainsi naquit la tentation de se couvrir sur ce terrain, en cherchant le rapprochement avec des hommes issus de milieux laïques traditionnels, et plus précisément

rationalistes et scientistes. Ce fut une des raisons profondes, bien que pas toujours avouée, du « forcing » qui fut la caractéristique de la fusion avec la Nouvelle Gauche et plus tard avec le Parti Socialiste Autonome (PSA). Aujourd'hui le phénomène se renouvelle avec les fractions de militants chrétiens qui cherchent une couverture laïque supplémentaire à la SFIO ou à Force Ouvrière, voire à la FEN.

Or il se révèle très vite d'une part que ces rapprochements ne diminuent en rien la suspicion qui existait à l'égard d'un courant d'origine chrétienne, – même laïcisé, même transformé par des apports non-chrétiens –, mais qu'ils n'avaient fait que la transporter à l'intérieur de l'organisation, créant une des causes de conflits internes dissolvants ; d'autre part que ces fusions n'avaient intégré que des « courants » fictifs, des additions d'individus plus que des communautés en marche, qui étaient le fruit d'une décomposition (de la philosophie rationaliste scientiste héritée du XIXe siècle par exemple) plus que d'une recherche nouvelle. Cela contribua par ailleurs à dévier le mouvement vers des structures et des méthodes plus proches de la social-démocratie que d'une création nouvelle. C'est de là par exemple que sort une conception très néfaste de « l'organisation des tendances ».

*c) Une troisième cause importante d'échec a été l'absence massive de conjonction entre les intellectuels et les masses qui s'est traduite en particulier par une faiblesse d'élaboration théorique et par une incapacité à assumer les valeurs propres à ce courant. Les responsabilités de ce fait sont très diverses : il persistait au MLP un « ouvriérisme » et une méfiance envers les « intellectuels » qui rebutaient ces derniers ; de leur côté, les intellectuels (en particulier ceux de l'ancienne équipe d'*Esprit*) n'ont pas toujours fait beaucoup d'efforts pour s'intégrer dans la pratique sociale et politique et pour la théoriser à un rythme propre à assurer le progrès idéologique de l'ensemble. Peu importe, le fait a été brutal et a engendré entre autres les phénomènes suivants :*

– l'arrêt de la recherche idéologique au niveau de ce qui fut les « Options fondamentales » du MLP, c'est-à-dire à un texte qui, porteur d'une orientation nouvelle, était aussi d'une trop grande imprécision et carence doctrinale pour jouer un rôle de stimulant et de rassemblement ;

– l'abandon de la lutte par beaucoup de militants qui n'en voyaient plus les raisons profondes, le repli sur l'action sociale familiale ou syndicale, le renoncement à poursuivre la création politique au profit d'une acceptation implicite des structures de la « gauche » et des formules marxistes traditionnelles ;

– du même coup l'absence d'ouverture vers d'autres forces parallèles, qui laissa chacun suivre de son côté sa propre évolution, sans atteindre du même coup une claire et pleine promotion politique : le MLP est parti de son côté, la CFTC du sien, le CNJA aussi, etc. Ce qui n'a pas manqué d'engendrer des confusions ; pour n'en prendre qu'un exemple, la tentation qui fut celle de certains éléments de la gauche de la CFTC de faire surgir le plan politique de la recherche syndicale ;

– enfin l'apparition des « clubs », vers 1958, n'a pas été étrangère à toutes ces déviations et faiblesses. Positifs en ce qu'ils ont voulu faire renaître à la base un souci de formation civique et démocratique, ils ont pris souvent des aspects négatifs :

1) par le fait qu'ils ont le plus souvent éludé les problèmes politiques et idéologiques fondamentaux, au profit d'une vague aspiration démocratique contredite chez certains par une conception technocratique de la société peu susceptible d'entraîner une action de masse ;

2) par le fait que, du même coup, ils ont vite tendu à se faire adopter par la « famille socialiste » et par la « gauche » traditionnelle et à reprendre à leur compte les slogans d'« unité de la gauche », en mettant sous le boisseau ce qui fut leur inspiration première.

** Ces faiblesses et ces déviations n'ont pas empêché une extension et une progression du mouvement amorcé et qui, un peu partout, a posé les problèmes et amorcé des propositions de solution conformes aux nécessités de la lutte d'aujourd'hui. Mais par contre, elles font que ce mouvement est aujourd'hui diffus, qu'il n'a pas progressé sur le plan de la formulation idéologique, qu'il est donc guetté par le « vide » idéologique et politique, et soumis à la tentation toujours plus forte d'affadir et d'abandonner son contenu original pour rentrer dans l'orbite politique de la gauche traditionnelle, et idéologique d'un marxisme lui-même amputé et affadi.*

Or, cet abandon serait en même temps un coup d'arrêt terrible aux progrès de l'unité. Ce serait à la fois laisser perdre un apport dont le mouvement socialiste a besoin, au profit d'un illusoire « renouvellement de la gauche de l'intérieur » (comme d'autres, à une autre époque, voulaient « renouveler le MRP de l'intérieur »), et abandonner à lui-même le mouvement communiste qui, sans doute, évoluera d'abord suivant sa logique interne de parti marxiste, mais qui ne sera partie prenante d'un mouvement vers l'unité que s'il trouve en face de lui ce partenaire dur, consistant, conscient de son

dynamisme propre et des valeurs qu'il apporte au socialisme, dont nous faisions tout à l'heure le préalable nécessaire de tout dialogue véritable.

La vocation de P.S. est donc précisément là :

1) en premier lieu de reprendre, après ce vide de plusieurs années, le travail d'élaboration et de convergence d'un courant qui a vécu et s'est développé souterrainement malgré les échecs politiques, et qui, nous pensons l'avoir montré clairement, ne peut être qualifié de « courant chrétien socialiste », même s'il reste vrai qu'il compte en son sein une masse (peut-être une majorité) de chrétiens, et qu'il doit être un instrument d'évolution et un « débouché » politique de tous les milieux chrétiens, comme de tous les hommes d'autres origines philosophiques, en recherche d'une voie nouvelle et en voie de laïcisation (que ce soit une « déconfessionnalisation » pour les uns, ou une « démarxisation » pour les autres) ;

2) parallèlement de poursuivre SUR CETTE BASE une confrontation avec le mouvement communiste, tant sur le plan politique que sur le plan idéologique.

C'est à cette double perspective qu'il faut maintenant gagner ou regagner le maximum possible d'hommes et de femmes. La réussite sera le gage d'un progrès réel de l'unité.

Il y aura des questions difficiles à résoudre tant sur le plan pratique que sur le plan théorique. Il faudra bien, par exemple, approfondir un travail à peine amorcé par les débuts du dernier Congrès de la CFTC : comment à la fois poursuivre une réelle « déconfessionnalisation » (c'est-à-dire un refus de références religieuses ou philosophiques, que ce soit la « doctrine sociale » catholique ou le « matérialisme dialectique », dans l'action politique), sans pour autant vider l'action politique de son contenu « moral » et simplement humain ? Comment distinguer les plans sans pour autant les séparer ? Comment le faire sans éluder non plus les choix fondamentaux sur l'homme, qui sont impliqués dans l'action politique : conception matérialiste d'un homme fermé sur lui-même et se considérant comme sa propre fin, ou au contraire conception d'un homme ouvert sur un Dieu transcendant, incapable d'atteindre sa propre perfection sans sortir de l'univers relatif de ses propres créations ? Ce n'est qu'un exemple.

Cette dialectique d'autonomie et d'affrontement n'ira pas sans difficultés, sans renoncements à certaines habitudes de pensée et à certaines structures, sans ruptures provisoires (comme ce doit sans doute être le cas à court terme) : elle seule conduira à terme à l'unité que tous disent souhaitable. C'est à cette épreuve que se départageront les « bavards de l'unité » et les « constructeurs de l'unité ».

Jean Guichard (Texte rédigé probablement fin 1964 : Cf. la référence à la création de la CFDT en 1964).

III.5 - Les Chrétiens et le socialisme

par Jean GUICHARD

Chronique Sociale de France, Juin 1973

Une évolution politique avait été le résultat de toutes ces recherches et expériences des années 1960 et du début des années 1970 : ce fut le ralliement d'un certain nombre de chrétiens à la gauche lors des élections de 1973 ; où on constate une évolution vers la gauche d'opposition, et où la droite n'a plus la majorité absolue. On avance peu à peu vers une croissance du Parti Socialiste qui permettra à M. Mitterrand de gagner les élections de 1981 ; cela va aussi contribuer à casser le progrès du PSU, dont le Secrétaire Général, Michel Rocard, ancien dirigeant des étudiants de la SFIO, décidera bientôt de se rallier au parti de François Mitterrand, entraînant un bon nombre des militants du PSU. Que penser de ce ralliement d'un certain nombre de chrétiens au P.S. ? Véritable progrès ou ralliement à une force réformiste qui ne résoudra aucun problème de fond ? On pourra voir plus tard quel résultat aura une présidence de la République « socialiste » comme celle de François Hollande… et la suite.

J.G. 29 décembre 2018 - 30 avril 2021.

Professeur, spécialiste du marxisme, Jean Guichard a publié aux Editions de la Chronique Sociale Le Marxisme de Marx à Mao *(collection l'Essentiel CSF, 3e édition 1972), et aux éditions du Cerf* Eglises luttes de classes et stratégies politiques *(1972).*

Dans ce numéro, il prolonge des recherches déjà esquissées dans une précédente livraison de la Chronique Sociale « Cinq études sur Athéisme et Marxisme », N° 6, décembre 1968.

Rédaction de la Chronique Sociale

1) - LA DROITE LÂCHÉE PAR LES CHRÉTIENS ?

Les chrétiens ont été l'objet d'un regain d'intérêt de la part de diverses forces politiques en présence les 4 et 11 mars dernier. Dans une situation électorale nouvelle, où l'on ne savait pas avec une certitude totale qui l'emporterait de la droite ou de la gauche, beaucoup ont spéculé sur le rôle que pourrait jouer le comportement politique des chrétiens pour un maintien de la droite au pouvoir ou pour une victoire de la gauche. Comme l'écrivait G. Montaron, dans *Hebdo-TC* : « *C'est parce qu'ils savent les chrétiens en recherche que les observateurs sont si vigilants devant les élections qui représentent une étape si importante de notre vie politique* ». Une évolution des chrétiens allait-elle donc bouleverser l'échiquier politique ?

L'hypothèse était pour certains d'autant plus vraisemblable que l'on savait que la hiérarchie ne donnerait aucune consigne de vote, même indirecte – par exemple un rappel de l'attachement des chrétiens à l'école « libre ». Bien plus, des textes assez récents laissaient entrevoir clairement que l'épiscopat français était prêt à pratiquer une certaine « *ouverture à gauche* », et que, en tout cas, il ne considérait plus comme un danger pour la foi une défaite électorale de la droite et du centre. Le texte de la *Commission épiscopale du Monde Ouvrier*, concernant les chrétiens ayant fait une option socialiste, certains passages du texte de Lourdes (« *Pour une pratique chrétienne de la politique* »), avaient même été interprétés comme la claire reconnaissance de la parfaite compatibilité entre la foi et le socialisme.

Aussi la gauche socialiste et communiste avait-elle quelques raisons d'espérer qu'un nombre suffisant de chrétiens ferait le pas du centre vers la gauche pour assurer la victoire du Programme Commun. Et si les radicaux de gauche restèrent muets sur ce problème comme sur beaucoup d'autres, par contre le P.S. et le P.C.F. ne furent pas avares d'appels aux chrétiens ; de nombreuses réunions ont été organisées tout au long de la campagne électorale, sur le thème « socialistes et chrétiens », « communistes et chrétiens », « les chrétiens et le socialisme », etc. ; sous des formes différentes, M. Mitterrand et M. Marchais ont été prodigues de déclarations destinées à effacer les ambiguïtés de la querelle ouverte par la déclaration de G. Marchais sur la place des prêtres dans l'Etat et l'enseignement public – déclaration qui fut aussitôt exploitée par la presse de droite, de la *France Catholique* au *Figaro*, en passant par *l'Essor*, et que P. Juquin et G. Marchais lui~même furent amenés à nuancer et préciser en septembre et octobre 1972 [1].

2) - LES CHRÉTIENS ET LA POUSSÉE DU PARTI SOCIALISTE

Les résultats des 4 et 11 mars font apparaître que les chrétiens n'ont pas encore massivement déserté la droite et les « réformateurs ». Les Associations de Parents de l'Enseignement Libre (A.P.E.L.) ont continué à exploiter la liberté de l'enseignement comme thème de lutte contre le programme commun ; une partie de la presse catholique a continué à entretenir l'anticommunisme de ses lecteurs et, pratiquant allègrement l'amalgame entre marxisme, communisme et U.R.S.S. a montré que l'on ne pouvait pas être marxiste si on était chrétien, donc (puisque marxisme et communisme c'est la même chose) que l'on ne pouvait pas voter communiste puisqu'en U.R.S.S. la religion est persécutée [2]... Que M. Messmer se rassure : tous les chrétiens ne sont pas encore prêts à abandonner les rangs de l'ordre, de la discipline, de la propriété et de l'armée ! La présence au gouvernement de ce grand défenseur du sacré et de l'Église qu'est l'agnostique M. Druon, et du protecteur de la vertu et de la morale qu'est M. Royer, maire de Tours, ne pourra que les conforter dans leur dessein.

Cependant, sur ce fond de conservatisme et d'immobilisme dans la médiocrité messmérienne, un certain déplacement de voix chrétiennes a été sensible : c'est celui qui est venu gonfler notablement le pourcentage du Parti Socialiste. Ce ne sont pas seulement des voix que celui-ci a d'ailleurs recueillies, mais aussi des militants ; en particulier au sein de la C.F.D.T., un courant de sympathie, et parfois d'adhésion au P.S., s'est trouvé renforcé à la base, alors qu'il avait été surtout le fait de quelques leaders ; ce sont parfois de jeunes militants chrétiens qui ont été les artisans de certains succès socialistes, par exemple de la victoire sur M. Pleven dans les Côtes-du-Nord. On a pu remarquer aussi le soutien, pratiquement sans nuances donné par *Hebdo-TC* au Parti de M. Mitterrand.

Il faut ajouter que ce déplacement de voix, s'il a sans doute rallié un certain nombre de chrétiens autrefois centristes, a été aussi en partie interne à la gauche. Ainsi, une partie des chrétiens, qu'une lente évolution avait portés dans l'orbite du P.S.U., ont été sensibles à l'appel de G. Montaron dans *Hebdo-TC* : Si les chrétiens socialistes dispersent leurs voix entre plusieurs candidats, au premier tour, ils contribueront à placer le candidat communiste en tête des candidats de gauche et en feront donc le candidat unique du second tour ; « *Est-ce cela* - demande-t-il - *que désiraient les électeurs ?* ». On a pu constater que l'argument a porté – pour les chrétiens et pour d'autres – surtout dans les circonscriptions où la gauche avait une chance sérieuse de l'emporter, comme cela était le cas par exemple dans la XIIIe Circonscription du Rhône.

Voilà donc un phénomène nouveau : les chrétiens ont contribué à la « poussée socialiste », pour reprendre le titre de G. Montaron. Comment l'interpréter ? Quelle est sa signification ?

3) - MAINTIEN EN ESCLAVAGE OU PASSAGE DE LA MER ROUGE ?

Le déplacement vers la gauche d'un nombre appréciable de chrétiens est un phénomène en soi positif. Fruit de la crise que connaît le régime politique français, mais aussi de la crise plus profonde – en particulier idéologique – qui secoue toute notre société, cette évolution marque la liquidation d'un certain nombre d'obstacles qui bloquaient les Chrétiens dans leur ghetto conservateur. C'est la défaite du vieux « social » chrétien qui se voulait « apolitique » : on reconnaît que la transformation du monde passe par la lutte politique, et cela est lourd de conséquences, non seulement politiques, mais aussi religieuses ; sur un autre plan, l'entrée dans un parti de tradition « laïque » sonne le glas de toute forme de « politique chrétienne », d'« État confessionnel », toute tentation d'utiliser l'État comme instrument de défense de la « morale chrétienne », etc. À titre de comparaison, on peut mesurer la distance qui sépare cette démarche des catholiques français de la permanence de la « démocratie chrétienne » et du régime concordataire chez nos voisins italiens. Une telle évolution est irréversible, même si elle n'est encore le fait que de franges limitées, même si l'Eglise est loin d'en avoir tiré pour sa part toutes les conséquences.

Cependant ce phénomène ne pouvait pas échapper totalement aux contradictions qui traversent aujourd'hui les milieux chrétiens et dont il faut rechercher les bases sociales. On peut constater par exemple que, pour une part, le soutien accordé par les chrétiens au Parti Socialiste, a été motivé par une réaction traditionnelle

d'anticommunisme. On voulait voter « à gauche », on se réjouissait de J'accord P.C./P.S., mais, on ne voulait pas pour autant favoriser un progrès du P.C.F. On peut s'interroger sur la signification de cet anticommunisme : il est en partie motivé par le refus des pratiques staliniennes persistantes dans le P.C.F., et perceptibles aussi bien au plan syndical que municipal, dans les entreprises que dans les lycées ; mais il est aussi un reste du vieil anticommunisme chrétien pour qui la « révolution », les « rouges », le « marxisme » sont « incarnation moderne de Satan, le danger n° 1 pour le christianisme ». Dans sa polémique contre G. Marchais, le Père René Coste l'exprime très bien : « *Je ne suis pas opposé au socialisme* - écrit-il - *mais, en homme et en chrétien, je ne puis que refuser un parti qui détient une philosophie officielle...* » [3]. Cela traduit très bien cette ambiguïté de l'« anticommunisme chrétien » : refus du stalinisme et de la « philosophie officielle », mais en même temps refus de l'analyse marxiste sous toutes ses formes.
Le ralliement au P.S., n'est-ce pas aussi la solution de facilité ?
N'est-ce pas l'adhésion à une organisation fourre-tout où l'on peut trouver à son gré les slogans de la gauche modérée de la IVe République – dont les hommes jouent toujours un rôle dominant dans l'appareil du P.S. – ou les slogans empruntés au P.S.U. sur l'autogestion, dans les publications du Centre d'Études, de Recherche et d'Éducation Socialiste (C.E.R.E.S.) ? L'adhésion au P.S. est-elle autre chose pour un certain nombre de chrétiens, que le ralliement sentimental aux discours « humanistes » que M. Mitterrand a promenés avec talent sur les tribunes, « changer la vie », la « rose au poing » avec ce mélange de force et de non-violence un peu hippie, le « socialisme pour l'homme », etc. ? Quelle rigueur d'analyse y a-t-il dans tout cela ? Quelle cohérence ? Cela est-il autre chose que la couverture idéologique de pratiques politiques les plus contradictoires et parfois les moins socialistes ?
Il faut donc se poser la question : la participation des chrétiens à la « poussée socialiste » est-elle réellement une sortie des ornières politiques et idéologiques qui les ont tenus jusqu'alors prisonniers des pouvoirs en place, ou n'est-elle qu'un prolongement des mêmes ornières modernisées ? Est-ce une évolution du même type que celle qui conduisit du « social chrétien » à la « démocratie chrétienne » ? Ou bien est-ce l'ouverture d'une voie réellement nouvelle ? Maintien en esclavage ou passage de la Mer Rouge ?

4} - « RÉFORMER » LA SOCIÉTÉ ACTUELLE OU « CHANGER LA VIE » ?

La question n'est pas seulement politique. Elle concerne aussi les chrétiens dans leur foi. Car ne pas sortir des vieilles ornières politiques et idéologiques, n'est-ce pas aussi laisser la foi enfermée dans les limites que lui a assignées l'organisation économique et politique actuelle de la société ?
La question est d'abord politique : quelle est la nature du P.S. aujourd'hui ? Quel rôle peut-il jouer dans la transformation de la société actuelle ?
Le P.S. est d'abord l'héritier de la S.F.I.O., dans ses structures, dans ses hommes, dans sa base, dans ses liaisons internationales, dans son idéologie. Il prolonge une sociale-démocratie française qui, après avoir trahi son idéal révolutionnaire et internationaliste pendant la première guerre mondiale, est peu à peu repoussée vers le centre après la scission de 1920 qui donne naissance au P.C.F. Parti de classes moyennes, parti de cadres [4], il représente à quelques bastions ouvriers près, la fraction de gauche de la petite et moyenne bourgeoisie française ; avec elle, il sera pro-américain en 1948, raciste et colonialiste pendant la guerre d'Algérie, il ira « casser de l'arabe » à Suez en 1956, pour finir dans les bras de de Gaulle deux ans après. C'est là le passé, dira-t-on, les choses ont changé.
C'est vrai, des choses ont changé. La base du P.S. n'est plus seulement la petite bourgeoisie des « boutiquiers » qui firent la solidité de deux républiques ; elle a évolué en même temps que les « classes moyennes » et s'est déplacée en partie vers des couches salariées et techniciennes qui sont actuellement privées de pouvoir, alors qu'elles occupent dans la production une place importante, et qui veulent conquérir leur part de pouvoir, sans mettre en cause pour autant les rapports sociaux existants dont elles sont aussi pour une part les bénéficiaires. Cela ne fait pas pour autant du P.S. un parti de masse, un parti de révolution sociale, un parti socialiste. Il serait intéressant d'analyser de ce point de vue le type de recrutement du P.S. en milieu étudiant : il semble qu'il se fasse peu parmi les étudiants les plus « prolétarisés » (ceux qui seront demain les Maîtres Auxiliaires de l'Education Nationale... ou les chômeurs) et beaucoup parmi les futurs

techniciens, fonctionnaires et administrateurs.
Cela se reflète dans l'idéologie politique du P.S., qui se réduit en fait à un vague « humanisme » dans la meilleure tradition libérale française. Derrière cette façade, peu de choses, que ce soit sur les grands problèmes internationaux, les rapports avec le Tiers-Monde, le problème palestinien, l'organisation de la justice en France, les O.S. ou la défense nationale. Sur le plan théorique, quelques vagues références à un marxisme « humaniste » ne suffisent pas à combler le vide. L'adhésion à l'Internationale Socialiste ne facilite guère les réponses claires aux problèmes actuels, comme l'a montré la participation de Mme Golda Meir à la dernière assemblée de Paris.
Tout cela, les nouveaux adhérents au P.S. sont généralement prêts à le reconnaître dans les conversations privées, où ils expriment volontiers leur écœurement devant les pratiques du vieil appareil socialiste toujours en place. Mais, disent-ils, nous sommes entrés au P.S. précisément pour cela, pour transformer un vieux parti, bien implanté dans la tradition française et qui reste électoralement plus crédible aux yeux de franges plus larges de la population. Electoralement, le raisonnement n'est pas sans fondements, comme l'a montré l'expérience des 4 et 11 mars 1973. Mais au-delà ? Transformer le P.S. ; mais en quoi ? Est-il possible de faire que cette structure puisse servir à d'autres tâches politiques que ce pour quoi elle s'est historiquement forgée ? Peut-elle être autre chose que la forme moderne d'un réformisme clos, où les transformations internes au régime actuel sont impuissantes à déboucher sur sa transformation radicale, en d'autres rapports sociaux ? Peut-elle assurer autre chose qu'une alternance d'équipes au pouvoir, à un pouvoir inchangé, perpétuant les mêmes dominations, chacun restant à la même place, dans la même hiérarchie sociale exprimée dans la même hiérarchie de salaires et de consommation ? [5].
Voilà la question politique.

5) - APLATISSEMENT OU LIBÉRATION DE LA FOI ?

Mais derrière celle-ci, s'en profile une autre, qui concerne plus directement les chrétiens et l'Eglise.
En fait, le choix du P.S. correspond à la limite de gauche des choix politiques autorisés par l'évolution actuelle d'une Église, elle-même enfermée dans les limites des rapports sociaux dominants dans la société française actuelle.
Les limites stratégiques dans lesquelles peuvent évoluer aujourd'hui [6] les chrétiens qui ne remettent pas en cause la stratégie actuelle de l'Église sont en fait étroitement tracées : le « pluralisme » reconnu exclut la voie révolutionnaire et la référence au marxisme ; il exclut donc ce qui, à tort ou à raison, est considéré, comme révolutionnaire – les partis communistes et l'extrême-gauche. L'extrême-gauche de ces chrétiens est alors le parti socialiste, du moins dans un pays comme la France – chez nos voisins italiens, l'épiscopat reste encore massivement attaché à la voie démocrate-chrétienne. Le P.S. représente une conception assez floue de la lutte des classes, un usage assez lointain du marxisme, une réticence assez profonde vis-à-vis du mouvement révolutionnaire pour qu'un chrétien qui se réfère à la pensée sociale de Paul VI (par exemple dans la *Lettre au Cardinal Roy*, du 14 mai 1971), ou à celle de l'épiscopat (dans le texte de Lourdes, « *Pour une pratique chrétienne de la politique* »), s'y sente tout à fait à l'aise.
Ce qui fait problème en cela, c'est la place que cela donne à la foi dans le monde contemporain. Nous avons fait ailleurs l'hypothèse que l'Église Catholique liait aujourd'hui son développement et sa survie à un type précis de stratégie politique, que nous avons qualifié de « centriste », oscillant entre un conservatisme éclairé et un réformisme modéré [7]. Et nous avons constaté que cela la rendait prisonnière des structures sociales actuelles, la contraignant à se couler dans le rôle limité que lui assigne la société, le domaine de la morale, du « spirituel » et de l'« intériorité », le domaine du « sacré », auquel M. Druon voulait la cantonner dans un texte qui reçut alors la bénédiction du Cardinal Daniélou et qui suscita la fureur d'André Mandouze [8].
Nous continuons à penser que, dans ce rôle, la foi est condamnée à dépérir lentement, comme elle le fait aujourd'hui, et qu'elle ne peut vivre que si elle retrouve le dynamisme prophétique, la charge « utopique » et eschatologique qui doit être la sienne, si elle est présente au cœur des luttes menées pour la transformation radicale d'un monde qui écrase la masse des hommes sous la logique impitoyable de l'accumulation du capital, et qui commence à crever de sa propre croissance. Nous avions traduit cela en un appel à un

« retournement stratégique » qui mette l'Eglise en dialogue privilégié avec les stratégies révolutionnaires de ce temps, plutôt qu'avec les puissances de ce monde, qui la place dans un rapport de solidarité critique avec les forces de changement radical plutôt qu'avec les forces de conservation, qui la fasse rompre avec cette attitude, consistant à appeler les pouvoirs oppresseurs à s'humaniser tout en appelant les opprimés à être patients et à ne pas se lancer dans 1'« aventure » de la révolution.
C'est pourquoi aujourd'hui, le choix d'une stratégie politique révolutionnaire va de pair avec une lutte dans l'Église pour une transformation de ses structures, de sa pensée sociale, .et de la forme de théologie qui est toujours dominante dans la hiérarchie, alors qu'elle correspond de moins en moins à la foi vécue d'une grande partie du peuple chrétien.
C'est en ce sens que le ralliement au P.S., dans la conjoncture française nous apparaît à la fois comme une impasse politique et comme un aplatissement du dynamisme chrétien dans une voie où il ne peut que s'affadir.
Voilà la question religieuse. L'attraction des chrétiens pour le P.S. n'est-elle pas profondément dictée par une préoccupation d'ordre religieux, autant que par une analyse politique ? N'exprime-t-elle pas pour beaucoup un souci de « confort idéologique » dans l'Église, de ne pas entrer en conflit avec la stratégie actuellement adoptée par la Hiérarchie ? Ce n'est pas vrai de tous, il faut le reconnaître : certains sont rentrés au P.S., avec une conscience de ses limites, pour la simple raison que cela leur paraissait politiquement plus efficace que de militer dans une organisation d'extrême-gauche. Cela relativise notre question, mais il nous paraît cependant qu'elle doit être posée : il n'y aura pas de libération humaine sans que soient combattues aussi les idéologies qui enferment les hommes dans leur aliénation : l'idéologie religieuse est encore pour une part l'une de ces causes d'aliénation. Il serait illusoire de croire qu'un combat politique de libération peut être mené de pair avec un conservatisme religieux.

6) - UNE DIALECTIQUE NOUVELLE ENTRE LA VIE DE FOI ET LA PRATIQUE POLITIQUE

C'est dire en vérité que l'on ne peut pas séparer, dans la vie, la question politique et la question de la foi. L'avenir du monde et l'avenir de la foi sont organiquement liés dans le christianisme. La foi reste aliénée dans un monde aliéné qui est un lieu d'oppression de certaines classes par d'autres ; la foi ne plane pas, sereine au-dessus des luttes du monde. Mais inversement, les hommes ne seront pas libérés de leurs aliénations économiques et politiques s'ils restent intérieurement prisonniers d'une foi aliénante. C'est dire qu'un épanouissement de la foi repose sur le combat pour un épanouissement des hommes. Le projet d'une Église plus fidèle n'est pas séparable d'un projet de société plus humaine ; la foi ne transcende pas le niveau atteint par les luttes sociales et politiques de libération, elle n'anticipe pas l'histoire des hommes ; la transformation de l'Église dans le sens d'une plus grande fidélité à sa mission va de pair avec une transformation de la société.
Au fond, c'est ce que les évêques français ont tenté de formuler dans leur dernier texte de Lourdes [9], même s'ils l'ont fait dans des termes encore ambigus, dans un souci désespéré de concilier les exigences de la foi d'aujourd'hui avec les principes figés de la vieille « doctrine sociale » de l'Église. « *La Bible* – disent-ils – *manifeste un certain nombre d'exigences éthiques qui sont tracées de façon tout à fait nette : le respect des pauvres, la défense des faibles, la protection des étrangers, la suspicion de la richesse, la condamnation de la domination exercée par l'argent, le renversement des pouvoirs totalitaires* » (l, 3). Les « critères évangéliques », normatifs de l'adhésion ou du refus des chrétiens, n'ont pas la possibilité de leur dicter un choix politique : il n'y a pas de politique chrétienne. Mais ils imposent par contre des refus radicaux de situations concrètes intolérables ; et sans dicter de solutions politiques, les évêques énumèrent pour la France un certain nombre de ces enjeux fondamentaux, « *dont l'urgence se fait pressante* ».
Si on reste dans la logique de cette problématique, cela implique précisément que la fidélité à l'Évangile va se jouer à la fois dans la plus ou moins grande lucidité d'analyse des situations (le « discernement ») et dans le choix de la stratégie politique la plus apte à supprimer les situations dénoncées comme injustes. Or le discernement relève aujourd'hui du caractère plus ou moins scientifique de l'analyse, la stratégie relève d'une

discussion politique menée de l'intérieur des forces sociales et politiques de conservation ou de transformation ; à ces deux niveaux, la foi n'a rien à dire, et laisse le chrétien livré aux mêmes difficultés que les autres. Mais l'important est le lien qui a été établi : une vie chrétienne conforme aux « critères évangéliques » est conditionnée par une pratique politique qu'elle est inapte à déterminer elle-même, sinon dans une certaine mesure de façon négative. C'est dire que la foi ne peut être vécue et pensée que de l'intérieur d'une pratique de transformation du monde. La foi est impliquée dans le choix politique ; un choix politique « erroné » [10] se répercutera sur la qualité de la foi vécue, au-delà des « bonnes » intentions. Car la foi ne se juge pas au niveau de l'intentionnalité : « *Seigneur, j'ai fabriqué et vendu des armes, mais c'était pour protéger le monde contre la montée du communisme athée, c'était donc pour mieux te servir...* ». Non, a déjà répondu l'épiscopat avec la Fédération protestante de France, tu es entré par là dans un « engrenage diabolique », tes « excuses » économiques et politiques sont « précaires », tu ne peux pas « écouter Jésus-Christ » si tu persistes dans ton activité [11].

Ainsi, la foi se joue à l'intérieur même du choix politique, car elle implique une transformation réelle du monde.

A partir de là, les questions sont ouvertes, et il n'est pas possible de leur apporter des réponses « chrétiennes » : quelle stratégie politique peut le mieux assurer aujourd'hui la transformation radicale du monde ? Stratégie du programme commun ? Stratégie de l'extrême gauche ? Un chrétien peut-il être cohérent avec lui-même quelle que soit la place qu'il occupe dans les luttes de classes ?

Les questions sont aujourd'hui l'objet d'une discussion politique et d'une recherche scientifique sérieuses. Encore faudrait-il que la masse des chrétiens soit plus consciente que là se joue réellement une des cartes qui conditionne l'avenir de la foi.

Encore faudrait-il aussi que, dans l'Église, un certain nombre de ces questions cessent d'être refoulées au nom de l'argument que, puisqu'on n'a jamais pensé comme ça, il est contraire à la foi de commencer à le faire. Que l'on cesse, par exemple, de considérer comme des chrétiens douteux ceux qui, pour des raisons rationnelles, pensent que l'analyse marxiste, dans son ensemble, offre une base d'analyse scientifique plus sérieuse des réalités sociales. et qui ont fait le choix stratégique de mener leur combat au sein de l'extrême gauche.

Encore faudrait-il enfin que la hiérarchie, en même temps qu'elle dénonce des situations intolérables, ne continue pas à couvrir ceux des prêtres et des évêques qui concourent à leur maintien.

Une dialectique nouvelle est en train d'apparaître entre la vie de foi et la pratique politique. Les questions posées ici, dans une revue chrétienne, n'ont voulu qu'ouvrir un peu plus un dialogue fraternel, qui aidera peut-être à son jaillissement.

Jean GUICHARD

16 avril 1973.

(*Chronique Sociale de France, Les Chrétiens et les stratégies de la gauche*, n° 3, juin 1973, pp. 53-62)

---

[1] Cf. en particulier l'article de P.-H. Desaubliaux dans le *Figaro* du 2/10/1972, celui de René Coste dans *l'Essor* du 15/9/1972, et la réponse de G. Marchais dans *l'Humanité* du 20/9/1972.

[2] Cf. parmi tant d'autres, la laborieuse exploitation d'un texte de la *Pravda* par Antoine Wenger dans La *Croix* du 3/10/72 : *Marxisme et religion*.

[3] *L'Essor*, 15/9/1973.

[4] Sur les 60.000 adhérents qu'a la S,F.I.O. dans les années 50, il y a près de 30.000 élus locaux.

[5] Cf. Les analyses de P. Ranval, *Hiérarchie des salaires el luttes des classes*, Ed. du Cerf, Coll. Objectifs, 1973.

[6] Insistons sur le « aujourd'hui » : les contradictions de notre société se font plus redoutables, et celles de l'Église en même temps. La logique du capitalisme français est de fabriquer des armes et de les vendre partout. La logique de l'Église est de condamner cette pratique ; elle l'a fait (cf. texte du 13 avril). Qu'arrivera-t-il si à tous les échelons, le peuple chrétien prend au sérieux cet appel des évêques et de la Fédération protestante ?

[7] Cf. notre livre *Eglise, luttes de classes et stratégies politiques*, Ed. du Cerf, 1972.

[8] Cf. *Le Monde*, 7 août, 14 août et 28 août 1971.
[9] *Pour une pratique chrétienne de la politique*, 28 octobre 1972.
[10] C'est-à-dire ici, qui aboutirait à maintenir les situations d'injustice contraires aux « exigences éthiques » manifestées par la *Bible*.
[11] *Note de réflexion sur le commerce des armes*, du 13 avril (Le Monde, 14 avril 1973).

CHAPITRE III.6 - À la recherche d'un parti nouveau - Problèmes d'unité -

La conséquence logique de cette situation fut la recherche d'un parti de type nouveau extérieur au PCF comme à la SFIO. Cela avait commencé bien avant la rupture avec le PCF sur la guerre d'Algérie, la nature de l'URSS et les contenus idéologiques, avec la création de plusieurs organismes d'origine diverse, les uns catholiques, le Mouvement de Libération du Peuple (MLP) dirigé par Louis Alvergnat, la Jeune République (JR) créée en 1912 par Marc Sangnier, d'autres laïques et socio-communistes, la Nouvelle Gauche (NG) de Claude Bourdet et Gilles Martinet, et en 1958 Tribune du Communisme, une cinquantaine d'intellectuels du PCF sous la direction de Jean Poperen, et le Parti Socialiste Autonome (PSA), scission de la SFIO sur le problème algérien dirigée par Édouard Depreux, Alain Savary et Daniel Mayer.

Les objectifs étaient différents, pour les uns, il s'agissait de s'affranchir de la tutelle de l'Église catholique et de la Démocratie Chrétienne, pour les autres de créer un autre organisme que les partis de gauche existants, mais avec deux orientations : pour Martinet, il ne s'agissait que de créer un organisme transitoire qui faciliterait la reconstitution de l'unité entre le PCF et la SFIO, pour Bourdet, issu de la Résistance, c'était plutôt la création d'un organisme totalement nouveau, source d'un gauche renouvelée.

Surtout à partir de la guerre d'Algérie en 1954, le problème se posa d'unifier tous ces groupes, qui avaient beaucoup d'objectifs communs et travaillaient beaucoup ensemble, en particulier sur l'Algérie. Une première unification rassembla le MLP, la Nouvelle Gauche et des éléments de la Jeune République dans l'Union de la Gauche Socialiste (UGS). J'étais alors Secrétaire Fédéral du Rhône du MLP et plutôt défavorable à l'unification, je ne me reconnaissais pas d'objectif à long terme commun avec Gilles Martinet et plusieurs intellectuels de son journal d'alors. Je me ralliai cependant, et je devins Secrétaire Fédéral du Rhône de l'UGS, hostile à l'unification avec le PSA et Tribune du Communisme, jusqu'à ce Congrès du Rhône, auquel assista Pierre Mendès-France, de 1959, dont on trouve ci-joint le rapport d'orientation.

L'unification avec le PSA fut proposée presque aussitôt, et vivement combattue, en particulier à Lyon où les anciens élus SFIO qui avaient constitué le PSA était d'anciens conseillers municipaux d'Herriot ou de Pradel qui étaient racistes, souvent hostiles à tout mouvement et qui ne rêvaient que de retrouver un mandat. André Soulier, l'avocat venu du Parti Radical mendésiste était paradoxalement plus proche de nous, plus actif et plus ouvert dans les débats internes au Bureau du PSU dont j'étais resté Secrétaire Fédéral. Cette histoire serait intéressante à écrire, mais après l'attentat de l'OAS contre notre local de la rue des Trois-Pierres, toutes les archives ont été dispersées.

Cette question de l'unification de ces petits partis était au centre des débats d'alors, mais un seul, le MLP, avait une base militante syndicale et familiale, face aux petits groupes d'intellectuels qui constituaient la NG et les autres. Cela en faisait deux réalités peu compatibles, et chaque fusion fit disparaître de nombreux militants MLP qui ne se reconnaissaient pas dans leurs dirigeants intellectuels parisiens ; c'est pourquoi j'avais tant lutté alors pour que soient créés alors des sections d'étudiants MLP, dont la première fut celle de Lyon, mais cela fut effacé ensuite par les « historiens » du Parti qui étaient soucieux de faire oublier une fédération gênante comme celle du Rhône, trop proche de l'esprit de l'ancien MLP (Écouter sur ITS mon interview à Jacques Sauvageot). Un épisode fut significatif, la venue à Lyon après l'unification avec le PSA de Gilles Martinet qui accompagnait Édouard Depreux, secrétaire national du nouveau PSU : la direction parisienne avait convenu qu'ils seraient logés à la Préfecture, Depreux étant ancien ministre ; cela provoqua une vive réaction des militants qui ne comprenaient pas qu'un dirigeant de parti révolutionnaire puisse être accueilli par un préfet ; alors on décida que Martinet n'irait pas à la Préfecture, et c'est moi qui dus le loger après la réunion dans l'alcôve de mon petit appartement qui n'avait même pas de salle de bains.

Ces discussions sur l'unification, sur les « tendances » internes organisées, sur les objectifs communs, sont utiles à rappeler en cette veille d'élection présidentielle où la « gauche » peine à se rassembler sur un candidat unique, et où seuls les ego se combattent.

J.G. 08 mai 2021.